

# Accord migratoire avec le Rwanda : le Royaume-Uni ravive l'infâme

Le Parlement britannique a approuvé dans la nuit de lundi 22 avril à mardi 23 l'expulsion de demandeurs d'asile vers le pays africain. Une nouvelle politique migratoire qui sonne comme le chant du cygne d'un Parti conservateur très menacé aux prochaines élections générales.



*Rishi Sunak et Paul Kagame au 10 Downing Street, le 9 avril à Londres. (Alberto Pezzali/AP)*

par [Juliette Démas](#), correspondante à Londres  
publié le 23 avril 2024 à 20h58

Pour le gouvernement, c'est un coup politique majeur. Pour le reste du monde, qui a appris à se méfier du folklore parlementaire britannique [depuis le Brexit](#), c'est une triste nouvelle. Au bout de cinq mois d'allers-retours et au terme d'une longue journée de navette, le Royaume-Uni a fini par adopter dans la nuit de lundi 22 à mardi 23 avril une loi assurant que le Rwanda est un pays «sûr», et qui prévoit désormais d'y expulser des demandeurs d'asile arrivés illégalement d'ici «*dix à douze semaines*». Ou peut-être même avant, à en croire des documents officiels oubliés sous une chaise après une conférence de presse.

Les débats ont été plus vifs que d'habitude, la Chambre (non élue) des lords ayant retoqué le projet à quatre reprises, et proposé dix amendements rejetés les uns après les autres. Le [Premier ministre, Rishi Sunak](#), a fini par leur poser un ultimatum lundi matin : le vote aurait lieu coûte que coûte, «*sans si, ni mais*», quitte à rester debout toute la nuit pour en débattre. Une promesse plus menaçante qu'il n'y paraît, pour les pairs nommés à vie dont la moyenne d'âge s'élève à 71 ans.

Huit heures et une coupure de courant plus tard, l'affaire a finalement été pliée. Ni l'amendement visant à exempter les Afghans ayant collaboré avec l'armée britannique ni celui proposant de créer un comité pour attester de manière indépendante de la sûreté du Rwanda n'ont été retenus. S'ajoute un second drame : cinq migrants sont morts [en tentant de traverser la Manche mardi matin](#). Le gouvernement conservateur, qui enrobe son projet d'un vernis humanitaire en assurant vouloir «*sauver des vies*», n'a pas tardé à tenter de tourner la tragédie à son avantage.

## Impopulaire au possible

Cette loi n'est que le dernier épisode d'une pénible épopée entamée en 2022, qui a impliqué trois Premiers ministres, quatre ministres de l'Intérieur, la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) et les plus hautes juridictions britanniques. En avril de cette année-là, le Premier ministre, Boris Johnson, faisait face à l'augmentation du nombre de personnes traversant la Manche dans de petites embarcations pour demander l'asile au Royaume-Uni. Difficile de construire un mur dans la mer : sa [mesure de dissuasion choc](#) viendra donc des airs. Pour décourager les départs, il annonce que ceux qui arrivent de manière illégale seront envoyés au Rwanda, où leurs dossiers seront traités. Si leur demande est acceptée, ils resteront sur place.

Dans la foulée, un premier vol d'expulsion est organisé, [annulé à la toute dernière minute par la CEDH](#) – de quoi rendre furieux les conservateurs attachés à leurs libertés post-Brexit. Depuis, la bataille s'est déplacée dans les tribunaux, et le projet a connu un [revers en novembre 2023](#), lorsque la Cour suprême britannique a confirmé que le Rwanda ne garantissait pas la sécurité des demandeurs d'asile. Loin de se laisser décourager, le tout juste nommé Rishi Sunak s'est arc-bouté sur le projet et a promis qu'il «*stopperait les bateaux*» d'ici les prochaines élections générales. Impopulaire au possible, 20 points derrière l'[opposition travailliste](#) dans

les sondages, Sunak a fait de ce projet populiste le cheval de sa dernière bataille : c'est sur le nombre d'avions partis pour le Rwanda qu'il veut être jugé quand viendra le temps d'appeler les Britanniques aux urnes à l'automne.

Les associations de défense des droits humains protestent que l'organe législatif britannique – la mère des Parlements – s'est transformé en scène de crime et dénoncent un plan «*orwellien*». Mais à quoi s'attendre d'autre, quand l'exécutif loge déjà les demandeurs d'asile sur des barges et a fait recouvrir les fresques de Mickey Mouse peintes dans un centre accueillant des enfants (il ne faudrait pas avoir l'air «*trop accueillant*», a expliqué le ministre de l'Immigration). Le haut-commissaire des Nations Unies pour les réfugiés a critiqué une législation qui «*constitue un nouveau pas en arrière par rapport à la longue tradition du Royaume-Uni d'offrir une protection à ceux qui en ont besoin, en violation de la Convention sur les réfugiés*».

### Séparation des pouvoirs

Le coût du projet est vertigineux : 290 millions de livres (337 millions d'euros) avant même le départ d'un avion, puis 1,8 million par tête pour les 300 premiers migrants. Soit un demi-milliard de livres pour un programme qui pourrait être annulé au bout de quelques mois si le Labour forme le prochain gouvernement. La députée travailliste Yvette Cooper a dénoncé un «*gadget électoral hors de prix*», quand la frange la plus à droite des tories estime que la loi ne va pas assez loin.

Elle pose pourtant déjà plusieurs problèmes de taille. Celui de la séparation des pouvoirs au Royaume-Uni, en limitant le contrôle judiciaire des actions gouvernementales. Celui du principe de réalité ensuite : la Cour suprême avait prévenu que le Rwanda montrait «*des défauts graves et systémiques*» dans son traitement des demandes d'asile. Celui de l'application des droits humains internationaux enfin : si la loi est valide au niveau national, le Royaume-Uni reste soumis à des traités internationaux. Le Conseil de l'Europe a fustigé le gouvernement britannique, affirmant qu'il devait «*s'abstenir d'expulser des gens*» et «*revenir sur l'atteinte à l'indépendance de la justice que constitue ce projet de loi*».

Depuis plusieurs semaines, l'exécutif refuse de préciser s'il a trouvé une compagnie aérienne pour mener à bien son projet. Le [\*Financial Times\*](#) a rapporté que RwandAir avait refusé de s'impliquer pour préserver sa réputation. Elle n'est a priori pas la seule et la rumeur a un temps plané sur la possibilité de faire intervenir l'armée de l'air. Rishi Sunak a fini par affirmer en conférence de presse que des vols charters étaient planifiés, alignant les chiffres (mais ni ceux des départs ni ceux des personnes expulsées) pour donner à son plan le semblant de crédibilité dont son mandat manque cruellement.